Recommandations Politiques

DES COMPÉTENCES POUR LA PROCHAINE GÉNÉRATION

L'Opportunité

Le Cloud Computing et les innovations qu'il suscite ont le potentiel de doper sensiblement la croissance et l'activité économiques. Par exemple, la Commission européenne estime que la numérisation des produits et des services va permettre à l'industrie européenne de générer 110 milliards d'euros de revenus supplémentaires sur les cinq prochaines années. McKinsey & Company est convaincu que les technologies numériques vont ajouter 2,2 billions de dollars supplémentaires au PIB des États-Unis d'ici 2025. Ces chiffres suggèrent qu'il existe de fantastiques possibilités, pour les personnes affichant les compétences requises, d'aider leurs entreprises à créer des produits et des services capables, en retour, de stimuler la création d'emplois et de développer la croissance économique. Qui plus est, dans une économie de plus en plus guidée par les avancées des technologies numériques, les emplois exigeant un diplôme en science, technologie, ingénierie et mathématiques sont de plus en plus nombreux. En Europe, par exemple, sur la dernière décennie, l'emploi dans le secteur technologique a augmenté 12 fois plus vite que dans les autres catégories. Aux États-Unis, la demande en personnel ayant suivi un cursus informatique devrait être particulièrement forte : selon les estimations, d'ici 2024, le nombre de postes d'analystes en information et en informatique devrait bondir de près de 20 %.

Le Défi

Pour que les entreprises prospèrent dans l'économie numérique dans le Cloud, les compétences de leurs employés devraient suivre le rythme des avancées technologiques. Or, dans le secteur de la production aux États-Unis, pas moins de 2 millions d'emplois pourraient ne pas être pourvus au cours de la prochaine décennie en raison d'une pénurie d'employés disposant des compétences techniques requises. En Europe, un sondage de 2013 a montré

que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée cause des problèmes majeurs à un tiers des employeurs de l'UE. De même, en Chine, McKinsey estime que la demande en main-d'œuvre qualifiée pourrait dépasser les capacités à hauteur de 24 millions de personnes d'ici 2020. Les pénuries de ce type posent de sérieux problèmes de compétitivité aux entreprises et menacent la santé économique à long terme des pays du monde entier. Plus encore, elles menacent d'accroître les écarts de revenus entre ceux disposant des compétences nécessaires pour réussir au XXIe siècle et les autres. Si nous ne comblons pas ce fossé, de nombreuses personnes feront face à un avenir incertain, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant à la campagne ou dans des communautés mal desservies. La lutte contre ces inégalités de revenus est l'une des mesures les plus importantes que les gouvernements peuvent prendre. Forts de cette constatation, les États-Unis se sont fixé diverses ambitions dans le cadre de leurs Objectifs de développement durable, notamment l'article 4.b qui stipule ce qui suit : « D'ici 2020, développer sensiblement le nombre de bourses d'études disponibles dans les pays en voie de développement à l'échelle mondiale . . . pour contribuer à une meilleure éducation, notamment dans les domaines de la formation professionnelle et des [TIC]

Recommandations Politiques

À l'heure où les inégalités de revenus se renforcent, certains ont du mal à trouver des emplois bien payés faute de disposer des compétences et connaissances requises, et un nombre croissant d'emplois liés à la technologie demeurent non pourvus. Il est donc impératif de rendre la formation accessible à grande échelle, et vite. Pour s'assurer que les employés soient correctement formés et que les employeurs accèdent à une main-d'œuvre affichant les compétences et connaissances appropriées, les législateurs devraient envisager de prendre les mesures suivantes:

Investir dans un système de formation qui prépare les personnes à des emplois pour lesquels il existe une demande importante. Les gouvernements devraient investir dans des programmes de formation professionnelle de grande qualité qui offrent les compétences de base, les certifications et la formation continue requises aux personnes qui ont déjà rejoint le monde du travail. La première mesure implique d'identifier les compétences les plus demandées, une tâche que le secteur de l'informatique est bien placé pour accomplir. Forts de cette connaissance, les gouvernements peuvent développer et fournir des programmes de formation de grande qualité ou proposer des incitations et des ressources financières aux entreprises privées et associations pour ce faire.

S'ouvrir au plus vaste public possible. Les gouvernements devraient chercher à répondre aux besoins des personnes à toutes les étapes de leur parcours professionnel : étudiants entrant sur le marché du travail, chômeurs et travailleurs sous-employés, employés qui ont besoin d'aide pour acquérir de nouvelles compétences afin de garantir leur employabilité à long terme. Les gouvernements devraient également mener une réflexion générale quant au type de formation à proposer et à la manière de la rendre accessible au plus grand nombre. Les compétences technologiques numériques sont un élément important. Les outils et les ressources qui aident les nouveaux entrepreneurs à développer des compétences commerciales et directionnelles sont également essentiels.

S'appuyer au maximum sur la collaboration public-privé. La responsabilité de l'identification et de la réponse aux besoins ne doit pas incomber uniquement aux gouvernements ; le secteur privé et l'enseignement ont également un rôle capital à jouer dans ce domaine. Le monde de l'enseignement ne propose pas toujours

de formations dans les domaines recherchés par les employeurs. Le secteur privé dispose d'une expérience et de perspectives concrètes lui permettant d'identifier les pénuries de main-d'œuvre et de développer les meilleures pratiques éducationnelles. Il intervient également en tant que partenaire de choix dans la formation..

Favoriser les cadres réglementaires flexibles. Les cadres réglementaires devraient accorder un certain degré de flexibilité, de sorte que les employeurs puissent développer leurs opérations et contribuer à la formation de leurs employés tout en assurant la protection de ces derniers. Les nations dont les barrières juridiques, réglementaires et pratiques sont les moins nombreuses en matière d'importation, de formation et de rétention des talents seront les mieux à même de profiter des possibilités de croissance économique..

outenir la reconnaissance mutuelle des qualifications. La reconnaissance mutuelle permet à des individus formés depuis peu de trouver du travail dans le pays de leur choix, même s'il ne s'agit pas de celui dans lequel ils ont effectué leur formation. Cette possibilité est importante pour des millions de chômeurs ou de travailleurs précaires qui sont dans l'impossibilité de se rendre dans des régions à fort potentiel pour se former (au lieu de se rendre dans ces régions une fois qu'ils sont sûrs de trouver un emploi). La reconnaissance mutuelle permettrait aux gens de tirer profit des programmes de formation locaux.

Encourager l'innovation. Les gouvernements devraient également encourager l'esprit d'entreprise via des programmes qui favorisent la création de nouvelles entreprises. Ces programmes devraient proposer aux start-ups et aux entrepreneurs un accès simple et abordable aux logiciels et au support marketing, tout en leur offrant la visibilité qui leur permettra de réussir..